



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/725
S/1995/930
7 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Points 42 et 44 de l'ordre du jour
QUESTION DE PALESTINE
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquantième année

Rapport du Secrétaire général

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 49/62 D de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1994, relative à la question de Palestine.

2. En application des dispositions du paragraphe 8 de cette résolution, le Secrétaire général a adressé, le 1er septembre 1995, la lettre ci-après au Président du Conseil de sécurité :

"J'ai l'honneur de me référer à la résolution 49/62 D, que l'Assemblée générale a adoptée le 14 décembre 1994 à sa quarante-neuvième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé 'Question de Palestine'.

Au paragraphe 8 de cette résolution, l'Assemblée m'invite à poursuivre mes efforts auprès des parties concernées, en consultation avec le Conseil de sécurité, en vue de faire prévaloir la paix dans la région, et à présenter des rapports intérimaires sur l'évolution de la situation à cet égard.

Pour me permettre de répondre à cette demande de l'Assemblée générale, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître les vues du Conseil de sécurité le 29 septembre 1995 au plus tard."

3. Le 25 septembre 1995, la réponse ci-après a été reçue du Conseil de sécurité :

"Le Conseil de sécurité continue d'être résolu à fournir l'appui nécessaire au processus de paix au Moyen-Orient, soutenant pleinement sa réalisation, y compris la Déclaration de principes en date du 13 septembre 1993, ainsi que les accords d'application postérieurs.

Le Conseil estime que les parties devraient être incitées de nouveau à respecter et appliquer pleinement les dispositions des accords conclus."

4. Dans une note verbale du 31 août 1995 qu'il a adressée aux parties intéressées, le Secrétaire général a demandé aux Gouvernements de l'Égypte, d'Israël, de la Jordanie, du Liban et de la République arabe syrienne, ainsi qu'à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), de lui indiquer toutes mesures qu'ils auraient prises pour appliquer les dispositions pertinentes de la résolution. Au 18 octobre 1995, les réponses suivantes avaient été reçues :

Note verbale datée du 11 septembre 1995, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies

"Le Représentant permanent d'Israël souhaite rappeler qu'Israël a voté contre la résolution 49/62 D. Sa position n'a pas changé. Israël préconise depuis longtemps des négociations directes, sans conditions préalables, librement acceptées par toutes les parties intéressées, comme seul cadre à même de faire progresser la paix au Moyen-Orient.

Le processus de paix entamé à Madrid est fondé sur ce principe. Dans le cadre du processus de paix, Israël et l'OLP ont signé la Déclaration de principes le 13 septembre 1993 (A/48/486-S/26560, annexe), l'Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho le 4 mai 1994 (A/49/180-S/1994/727, annexe) et l'Accord sur le transfert provisoire des pouvoirs et des responsabilités le 25 août 1994. En outre, Israël et la Jordanie ont signé un traité de paix le 26 octobre 1994. De plus, les négociations bilatérales et multilatérales se poursuivent entre Israël et ses voisins et Israël espère que le processus de paix progressera sur tous ces fronts.

La résolution 49/62 D est directement contraire au principe susmentionné, qui est la base convenue du processus de paix en cours. De plus, le paragraphe 5 cherche à préjuger l'issue des pourparlers sur le statut final prévus par Israël et l'OLP dans la Déclaration de principes, ainsi que les résultats d'autres négociations. Il est donc contraire à toute notion de négociations véritables."

Note verbale datée du 16 octobre 1995, adressée au Secrétaire général par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

"L'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies souhaite présenter la position des dirigeants palestiniens de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne sur cette question.

Les auteurs de la résolution 49/62 D de l'Assemblée générale ont conservé tous les principes essentiels mais ont introduit des changements importants pour tenir compte de la position de certains États Membres. La résolution a ainsi reçu l'appui de l'écrasante

majorité des membres de l'Assemblée. Dans ce texte, l'Assemblée appuie pleinement le processus de paix et prévoit un rôle plus actif et plus vaste pour l'ONU dans ce processus. Elle souligne aussi la base sur laquelle doit se faire le règlement juste de la question de Palestine à l'issue du processus. La résolution doit donc servir à toutes les parties de base acceptable pour les négociations sur ces questions importantes.

Au paragraphe 2 de la résolution 49/62 D, l'Assemblée générale a appuyé le processus de paix engagé à Madrid ainsi que la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie (A/48/486-S/26560, annexe), ainsi que les accords d'application postérieurs, et elle a exprimé l'espoir que ce processus conduirait à l'instauration d'une paix d'ensemble, juste et durable au Moyen-Orient.

Depuis l'adoption de la résolution, de nouveaux événements positifs se sont produits en ce qui concerne la partie palestino-israélienne du processus de paix, en particulier la signature, le 28 septembre 1995 à Washington, du deuxième accord d'application de la Déclaration de principes, à savoir l'Accord intérimaire sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, qui prévoit notamment l'application des accords d'autonomie au reste de la Cisjordanie et la tenue d'élections palestiniennes générales et démocratiques.

Au cours de l'année écoulée, l'application de la Déclaration de principes a pris du retard et certaines des dispositions de l'accord conclu n'ont pas été pleinement appliquées. Les deux parties, cela dit, ont récemment fait savoir qu'elles étaient fermement résolues à appliquer l'Accord intérimaire du 28 septembre 1995 de bonne foi, pleinement et conformément au calendrier convenu. Elles ont également réaffirmé leur intention d'entamer les négociations sur le statut final conformément aux dispositions pertinentes de la Déclaration de principes.

Au septième alinéa du préambule de la résolution 49/62 D, l'Assemblée générale a affirmé le caractère illégal des colonies israéliennes fondées dans le territoire occupé depuis 1967, ainsi que des initiatives israéliennes qui visent à changer le statut de Jérusalem, et, aux paragraphes 4 et 5 du dispositif, elle a souligné la nécessité de respecter le principe de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, dont, au premier rang, le droit à l'autodétermination, et le principe du retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967 et elle a aussi souligné la nécessité de résoudre le problème des réfugiés palestiniens conformément à sa résolution 194 (III) du 11 décembre 1948.

La partie palestinienne est fermement convaincue que la communauté internationale et l'Assemblée générale doivent systématiquement faire respecter les principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et du droit international

humanitaire ainsi que la validité des résolutions du Conseil de sécurité. Ainsi, l'Assemblée générale doit faire respecter sa position concernant les droits inaliénables du peuple palestinien et elle doit maintenir sa position en ce qui concerne les éléments du règlement final (questions du statut final) – alors qu'Israël a déjà créé de facto des situations illégales – jusqu'à ce que les négociations sur ces questions soient entamées et menées à bien dans la deuxième partie du processus de paix et que l'on soit effectivement parvenu au règlement final.

Au paragraphe 7 de la résolution, l'Assemblée générale a mis l'accent sur l'importance pour l'ONU de jouer un rôle élargi et plus actif durant le processus de paix et dans la mise en oeuvre de la Déclaration de principes. La partie palestinienne se félicite des progrès réalisés à cet égard, surtout en ce qui concerne l'aide économique, sociale et autre fournie au peuple palestinien. Elle se félicite en particulier de tout ce que fait le Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés pour coordonner l'assistance des Nations Unies ainsi que les autres formes d'assistance internationale destinées au peuple palestinien. Elle apprécie les mesures prises pour transférer le siège de l'UNRWA dans le territoire relevant de l'Autorité palestinienne, mais affirme aussi que les travaux effectués par l'Office dans d'autres régions continuent d'être importants et précieux.

Cela dit, la partie palestinienne espère que l'Organisation des Nations Unies participera davantage au processus de paix lui-même. Sa participation au comité directeur des groupes de travail multilatéraux paraîtrait une mesure normale à prendre à cette fin. Une autre serait que l'ONU participe à la supervision des élections palestiniennes à venir. En règle générale, la partie palestinienne estime qu'une plus vaste acceptation est nécessaire pour que l'ONU puisse jouer le rôle positif qui lui revient naturellement dans la recherche historique de la paix au Moyen-Orient. Il serait aussi dans l'intérêt du processus de paix que le Conseil de sécurité continue de participer.

Enfin, comme elle l'a fait les années précédentes, la partie palestinienne voudrait souligner la demande que l'Assemblée générale a faite dans sa résolution 49/62 D : elle a invité le Secrétaire général à poursuivre ses efforts auprès des parties concernées, en consultation avec le Conseil de sécurité, en vue de faire prévaloir la paix dans la région, et à présenter des rapports intérimaires sur l'évolution de la situation à cet égard. La partie palestinienne reste prête à coopérer sans réserve avec le Secrétaire général pour l'aider à s'acquitter de sa tâche de façon efficace et avec succès et, compte tenu des changements apportés au texte de la résolution et de son nouveau libellé, elle compte que les autres parties feront de même. "

Observations

5. Au cours de l'année, des progrès importants ont été enregistrés dans le processus de paix au Moyen-Orient. L'Accord intérimaire israélo-palestinien sur la Cisjordanie et la bande de Gaza, signé le 28 septembre 1995, a marqué un progrès très net dans l'application de la Déclaration de principes (A/48/486-S/26560, annexe). Il constitue une base solide pour la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien, objectif de longue date de l'ONU. J'espère de tout coeur que la détermination manifestée par les dirigeants israéliens et palestiniens et leur attachement à la paix continueront à les guider pendant cette période de transition, jusqu'à ce qu'un règlement permanent soit réalisé sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

6. J'espère que ces événements, de même que l'application de l'accord de paix israélo-jordanien, susciteront des progrès analogues dans les filières israélo-syrienne et israélo-libanaise des pourparlers de paix au Moyen-Orient, permettant en fin de compte de réaliser un règlement global, juste et durable du conflit arabo-israélien.

7. L'ONU continuera à soutenir le processus de paix, sur le plan politique et sur le plan économique, afin de consolider ce qui a été acquis lors des négociations et d'aider à préparer l'avènement d'une ère nouvelle au Moyen-Orient. Elle participe déjà activement aux négociations multilatérales sur les questions relatives à l'économie, à la sécurité, à l'environnement, à l'eau et aux réfugiés dans la région. Les organismes et programmes des Nations Unies ne ménagent aucun effort pour aider les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Le Coordonnateur spécial, M. Terje Rod Larsen (Norvège), et son personnel ont facilité et soutenu ces activités qui sont importantes pour la consolidation de la paix. Pendant la période de transition, il continuera de jouer le rôle de centre de coordination de l'assistance économique, sociale et autre que les Nations Unies fournissent aux Palestiniens dans tous les territoires occupés.
